



t.311 Pérou - CP/GRA

Berne, le 29 mars 1989

→ *a/a 0.222 Pen*

~~SCR, SHG, SF, HU, FUP, ZJ, ZS~~

~~bille sans avis~~

ZUR ZIRKULATION	
SCR	Datum:
SHG	4.4.89
HU	4.4.
ZJ	7.4.9
SF	11.4.89
FUP	11.4.89
ZS	12.4.89 ZS
MD	13.4. MD

Au Directeur de la DDA

- Copie :
- Secrétariat du Chef du Département
  - Secrétariat du Secrétaire d'Etat
  - Division politique II
  - Service de la protection consulaire
  - Secrétariat politique
  - Service économique et financier
  - Direction des organisations internationales
  - Direction du droit international public
  - Ambassade de Suisse, Lima
  - Bureau de coordination, Lima (3X)
  - Mission ONU, New York
  - Mission ONU, Genève
  - OFAEE, Service du développement
  - WM, RAE, GI, DAN, CL
  - SO, HAD, ZT, VS, GAS, HRO, EZ, SCH

Rapport de mission au Pérou

Veillez trouver ci-joint le rapport que Pietro Veglio et moi-même avons rédigé à la suite de notre mission au Pérou en février dernier. La dégradation très marquée des conditions de sécurité a rendu indispensable la révision de notre programme de coopération et la mise en place de mesures de sécurité. Nous avons été amenés à mettre fin à quelques projets et à en modifier d'autres qui restent néanmoins pertinents et prioritaires. Nous avons renoncé à l'affectation de certains coopérants et demanderons à des organisations privées suisses de transférer certains volontaires dans des régions moins troublées du pays. Les mesures prises devraient permettre de faire face à la situation.

La situation économique désastreuse qui procure un terrain fertile aux mouvements de subversion armée, ne se modifiera probablement pas jusqu'aux prochaines élections présidentielles (1990). Elle implique l'adjonction à notre programme de coopération d'un volet d'aide humanitaire en faveur d'une partie de ceux qui sont victimes d'une paupérisation rapide et croissante.

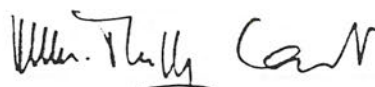


Nous devons aussi nous préparer au dialogue sur un programme d'ajustement structurel et sur ses coûts sociaux. La communauté internationale des bailleurs de fonds sera sollicitée probablement dans la seconde moitié de 1990 ou au début de 1991. Nous devons utiliser le temps à notre disposition pour déterminer quelles devraient être les conditions de notre participation à cet effort collectif et quel contenu elles devraient avoir.

Notre bureau de coordination sera renforcé pour faire face à ces nouvelles tâches.

En mai prochain, un texte révisé de notre "programme par pays" de coopération avec le Pérou sera présenté qui prendra en compte les conséquences de la dégradation de l'économie et de la situation de sécurité.

Division opérationnelle pour  
l'Afrique et l'Amérique latine



Henri-Philippe Cart

Annexe: ment.

## 1. BUTS ET DEROULEMENT DE LA MISSION

Les buts de la mission étaient les suivants:

- i) discuter avec les membres de notre ambassade, les coopérateurs, des représentants d'autres agences de coopération, des personnalités péruviennes des milieux politiques, universitaires, économiques, des représentants d'ONG, etc. de la situation créée par les mouvements d'opposition armés quant à la sécurité des personnes et des biens dans les actions de coopération soutenues par la Suisse;
- ii) déterminer les mesures permettant d'assurer cette sécurité;
- iii) tracer les lignes d'une adaptation du programme de coopération avec le Pérou en tenant compte de la situation économique de ce pays et de la paupérisation croissante de larges couches de la population, notamment urbaine. Cette mission a été effectuée par le chef de la Division opérationnelle pour l'Afrique et l'Amérique latine, Henri-Philippe Cart, et du chef de la Section Amérique latine, Pietro Veglio.

Grâce à l'excellent travail de préparation de notre Ambassade et du Bureau de coordination de la DDA, ainsi qu'aux échanges d'idées et aux apports fort appréciés de très nombreux interlocuteurs rencontrés à Lima représentant un large éventail d'opinions et d'institutions (cf. Annexe 1) la mission a pu se dérouler d'une façon fort satisfaisante, en dépit de sa courte durée.

## 2. RESUME DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE, POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

### 2.1 Rappel du Review du PPP Pérou (document en préparation)

Le Bureau de coordination de la DDA à Lima a récemment préparé un avant-projet du Review du Programme par pays pour le Pérou.

Ce document sera quelque peu remanié et présenté à l'approbation du Directeur de la DDA au début mai 1989. La mission estime néanmoins important d'en présenter ici déjà quelques aspects qui ont particulièrement retenu son attention.

### 2.2 Quelques aspects de la situation socio-économique et politique et principales conséquences

i) L'économie péruvienne a connu une profonde récession en 1988. Cette récession est illustrée par l'évolution de quelques variables-clé:

- chute du PIB de plus de 8%;
- hyperinflation d'environ 2000%;
- diminution drastique des exportations (1980: US \$ 3,9 milliards; 1988: US \$ 2,5 milliards en valeur nominale);
- déficit budgétaire équivalant à 12% du PIB officiel,

estimé à 25 milliards de dollars en 1988, mais fortement sous-évalué par rapport à l'ensemble des richesses produites et hors-contrôle de l'Etat (activités informelles, production de coca et dérivés);

- pression fiscale qui ne cesse de décliner: 13,5% du PIB en 1985, 8,1% en 1987, environ 6% en 1988. Sa diminution correspond à un allègement de l'imposition des entreprises pour stimuler la production, à la diminution de l'imposition indirecte pour stimuler la consommation, mais surtout à l'évasion fiscale.

Tout laisse prévoir que ce panorama de récession se poursuivra en 1989, en dépit du fait qu'il est fort possible que se produise une certaine amélioration de quelques données macro-économiques. Ainsi, tout récemment le taux de change de la monnaie locale par rapport au dollar s'est affermi d'une façon fort surprenante en dépit d'une poursuite du processus inflationniste (110% d'inflation pour janvier-février 1989). Cette amélioration est en fait imputable à la récession qui a profondément affecté le pouvoir d'achat de la population péruvienne. La diminution de la demande est allée de pair avec une hausse de l'offre en dollars sur le marché parallèle. Cette offre est contrôlée par les trafiquants de drogue qui, dans une économie aussi dollarisée que la péruvienne, jouent pratiquement le rôle d'une Banque centrale. S'il est donc vrai que la réévaluation de la monnaie locale pourrait avoir des conséquences positives sur l'évolution du processus inflationniste, il ne faut pas oublier qu'elle diminue en même temps la valeur des avoirs déposés sur des comptes bancaires en dollars en accélérant ultérieurement la fuite des capitaux. Quoi qu'il en soit, en l'absence d'un programme anti-inflationniste et d'ajustement économique cohérent, fiable et appuyé par les principales institutions financières internationales, il est fort probable que toute amélioration de tel ou tel paramètre macro-économique ne soit qu'éphémère et ne contribue pas au rétablissement d'un minimum de confiance auprès des principaux agents économiques. Or, cette confiance constitue la condition sine qua non du succès de n'importe quel programme de stabilisation monétaire et de relance de la production et des investissements.

ii) La profonde récession de 1988 est l'une des plus graves que le pays ait connues; elle risque fort de s'aggraver en 1989 (certains économistes prévoient une diminution du PIB de 12 à 15% et une hyperinflation de 14'000%). Cette situation affecte profondément le niveau de vie d'amples secteurs de la population péruvienne, notamment dans les zones urbaines. Selon une étude du Bureau du PNUD à Lima il existerait au Pérou environ 1,6 millions de familles vivant dans une situation de pauvreté critique. Jusqu'à présent le gouvernement a malheureusement été incapable de mettre sur pied un programme sérieux de compensation sociale. Et s'il devait le faire au cours des prochains mois, le danger serait grand d'une gestion politisée (les élections municipales auront lieu en novembre 1989) et inefficace des ressources. Dans ce contexte et à court terme, pratiquement seules l'Eglise et

les ONG locales peuvent jouer un rôle efficace, mais certainement insuffisant par rapport à la dimension du problème.

iii) Les causes à l'origine de cette évolution négative et extrêmement préoccupante sont fort complexes et imputables à des facteurs internes et externes. Objectivement il ne convient pas d'oublier que la récession de 1988/89 doit être située dans le contexte d'une détérioration de l'économie péruvienne au cours des 10-15 dernières années. Ceci dit, il est évident que le Président Garcia et son gouvernement portent une très lourde part de responsabilité quant à la situation actuelle. Le plan de gestion hétérodoxe de l'économie a été une faillite complète. Axé sur une stratégie de stimulation artificielle de la consommation interne, une politique économique oubliant trop souvent les principes économiques les plus élémentaires, une attitude très erratique et incohérente à l'égard des investisseurs nationaux et étrangers et enfin une politique personnaliste et non réaliste d'isolement financier du Pérou non seulement par rapport aux banques commerciales, mais aussi à l'égard du FMI, de la Banque Mondiale et de la BID, ce plan a provoqué une situation fort dangereuse de marasme financier et économique qui hypothéquera lourdement la gestion de tout futur nouveau gouvernement. Des élections présidentielles et législatives sont prévues en avril 1990 et l'entrée en fonction du nouveau gouvernement aura en principe lieu à la fin juillet 1990.

iv) Face à cette situation de crise économique et sociale on a le nette impression que la classe politique locale a renoncé à l'idée d'une rectification et d'une correction profonde de la politique du gouvernement actuel. L'hypothèse la plus couramment avancée est que le Président Garcia terminera son mandat présidentiel en se limitant à administrer cette crise avec des mesures à court terme et sans effectuer certains revirements qui apparaissent pourtant comme de plus en plus inéluctables (par exemple la nécessité de négocier et de parvenir à un accord avec le FMI, la BM et la BID, sans parler des créanciers privés et publics). L'hypothèse d'un coup d'Etat militaire n'est pourtant pas totalement rejetée, mais il semble lié à l'évolution de la lutte anti-subversive et au durcissement possible des tensions sociales plutôt qu'à la situation économique. En effet, les Forces Armées ne paraissent pas en mesure d'assurer une gestion économique saine et surtout de convaincre la communauté internationale du bien-fondé et de l'efficacité d'un appui financier substantiel au Pérou.

En attendant les principaux partis politiques ont entamé leurs campagnes électorales respectives. On a le sentiment que les forces politiques n'ont probablement pas encore tiré toutes les conséquences qui s'imposent de la débâcle économique. Un petit exemple de cet état d'esprit saute aux yeux lorsqu'on analyse les propositions concrètes en vue de promouvoir la réinsertion du Pérou dans l'économie mondiale. Les forces de gauche n'osent même pas aborder le sujet de peur d'avoir à se prononcer par rapport à l'épouventail-FMI et informellement indiquent que le problème pourra être résolu grâce aux bons offices du Secrétaire

général (péruvien) des Nations Unies...A leur tour, les partis de centre-droite ont trop tendance à penser qu'il suffira de faire appel aux investisseurs et aux financiers étrangers pour que ces derniers accourent immédiatement au secours du Pérou. Ces visions simplistes des choses traduisent en fait une méconnaissance des mécanismes financiers internationaux et aussi des profonds changements intervenus dans l'économie mondiale. Force est de constater que le Pérou s'est de plus en plus marginalisé par rapport au système économique mondial et, au cours des dernières années, n'a pas été en mesure d'exploiter, comme l'ont fait par ex. la Colombie et le Chili, les occasions qui se sont présentées pour s'y réinsérer d'une façon imaginative et avantageuse.

### 2.3 Crise institutionnelle et nouveaux défis à la coopération internationale

La crise économique a eu de profondes répercussions sur le fonctionnement des institutions, plus particulièrement de l'appareil de l'Etat aux niveaux central, régional et local, ainsi que des entreprises publiques. L'Etat rencontre d'énormes difficultés à assurer aux fonctionnaires, enseignants et autres agents des rémunérations décentes. Les conséquences de cet état de fait sont connues: grèves, recherche d'autres moyens de subsistance (second ou troisième métier) ou encore, dans les services où le contrôle et l'autorité peuvent se monnayer, corruption au détriment de l'Etat. La lenteur, l'inefficacité et le coût croissant de la bureaucratie incitent ceux qui sont pressés d'agir à l'acheter ou à la contourner. C'est l'une des raisons du développement du secteur informel dans la construction, l'artisanat, la petite entreprise et le commerce. Rien qu'à Lima il y aurait 400'000 actifs informels qui font partiellement vivre la ville et ses habitants. L'Etat se retrouve pourtant affaibli, même si ce secteur est le champ d'initiatives individuelles ou de petits groupes. Ces activités informelles doivent recourir à un marché de capitaux hors des banques officielles, où les prêts sont usuraires, mais rapidement obtenus. Selon l'organe de supervision des banques le système bancaire informel brasserait annuellement une douzaine de milliards de dollars, soit trois fois plus que le système bancaire reconnu.

A cela s'ajoute l'action du Sentier Lumineux contre l'Etat et la "société bourgeoise". Certes, l'impact objectif de ce mouvement et d'autres organisations subversives (le MRTA) sur l'économie péruvienne reste limité, même si des routes sont coupées et le réseau des routes secondaires dans les régions d'implantation n'est plus entretenu. Cependant, des parties entières du territoire sont soustraites au contrôle de l'Etat.

Dans un tel contexte il est évident que le rôle de la coopération internationale ne peut plus être celui d'attendre la soumission par les autorités compétentes péruviennes de "demandes de financement pour des projets bien identifiés, répondant aux nécessités prioritaires et cohérents avec la stratégie de développement du pays, coordonnés avec d'autres bailleurs de fonds et s'inscrivant enfin dans le cadre d'une politique d'ajustement global et sectoriel définie à l'avance". L'expérience des dernières années montre que ces autorités sont de moins en moins en mesure de formuler de tels projets et encore moins de les exécuter correctement. La coopération internationale, si elle veut encore jouer un rôle, est donc appelée à être plus dynamique en prenant elle-même des initiatives novatrices soit pour identifier de nouveaux projets, soit pour essayer d'exercer une influence au niveau du "policy dialogue". Certes, la marginalisation actuelle du Pérou n'arrange pas les choses: le FMI et la Banque Mondiale ne sont plus représentés sur place, la BID a une présence de plus en plus de façade et le PNUD a des moyens financiers fort limités par rapport à l'ampleur des problèmes. Il convient cependant d'être créatifs sur ce terrain car très probablement les choses évolueront d'ici 1990 et à ce moment-là il faudra savoir répondre, du moins partiellement et sur une base coordonnées, aux problèmes les plus importants du développement du Pérou. L'expérience d'autres pays (Bolivie) montre que ce n'est pas un processus facile mais qu'il est possible et qu'il peut avoir un impact non négligeable. La même expérience montre aussi que les pays ayant réalisé un ajustement avec un appui externe se trouvent dans une meilleure situation que ceux qui ne le réalisent pas ou le font sans financement externe.

#### 2.4 Evolutions possibles

Lorsque l'Etat n'arrive plus à exercer les attributions de la souveraineté, lorsqu'il n'assure plus l'encadrement de la population par les lois, quand il ne contrôle plus les grands équilibres macro-économiques et quand des portions de son territoire échappent à son contrôle, etc., il n'est pas exagéré de parler de déliquescence de l'Etat.

Parmi les scénarios d'évolutions possibles, on peut en esquisser trois:

- i) la catastrophe n'est malheureusement pas à exclure complètement: banqueroute économique, généralisation de l'insécurité, pénuries alimentaire, coup d'Etat sanglant etc.;
- ii) le redressement au moins partiel de la situation: hausse du prix des matières premières et rétablissement de la balance commerciale, des négociations sont entamées avec les principaux créanciers externes, l'aide internationale retrouve le chemin du Pérou, quelques arrestations bien ciblées provoquent l'essoufflement du Sentier Lumineux, la paix civile se rétablit, la démocratie se consolide, de nouveaux investissements étrangers permettent de

développer des industries compétitives internationalement et d'exploiter de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel, etc.;

iii) la détérioration continue, mais on vit avec et on s'accommode, l'inflation n'est pas maîtrisée et la dollarisation de l'économie continue grâce aux ressources procurées par la coca, les jeux politiques et électoraux se poursuivent à l'écart des réalités du pays, etc.

Bien d'autres hypothèses seraient encore possibles. La mission est plutôt d'avis que le dernier scénario est le plus probable du moins jusqu'à la mi-1990. Certains espoirs que le scénario ii) de redressement partiel de la situation soit possible vers fin 1990, sont justifiés. Ils se fondent notamment sur le potentiel de développement du Pérou (qui est bien supérieur à celui de la Bolivie, la naissance, en dépit de certaines difficultés et divergences, d'un consensus national sur la nécessité de profondes réformes institutionnelles, économiques et administratives, l'attitude plus ouverte à l'égard des investissements étrangers, l'acceptation du cadre démocratique, etc.

### 3. PROBLEMES DE SECURITE

#### 3.1 Terrorisme et insurrection armée comme phénomènes sociaux et politiques

La stratégie initiale du Sentier Lumineux reposait sur le le contrôle des campagnes, qui doit précéder l'encerclement des villes qui tomberont comme des fruits mûrs dans un contexte de décomposition de l'Etat et de désagrégation de la "société bourgeoise". Sa tactique prévoit une succession d'étapes prédéterminées, avec un long échelonnement dans le temps qui travaille pour la révolution. Ainsi, au milieu de 1988, le Sentier est présent dans une grande partie des Andes Centrales, des deux côtés d'un axe qui relie les régions productrices de coca du Haut-Huallaga à l'Apurimac. De petits groupes de 20-25 personnes sont également présents sur les Hauts Plateaux entre l'Apurimac et le Département de Puno (cf. Annexe 2). Huit ans après le début des opérations, l'ancrage et l'implantation dans les campagnes andines sont probablement moins solides que Sentier Lumineux ne l'espérait.

L'essoufflement de l'action de ce mouvement en milieu rural conduit en 1988 ses responsables à changer de stratégie. Le Sentier a compris que, dans un pays où les deux tiers de la population vivent en ville, c'est sur les bidonvilles qu'il faut porter l'effort. C'est probablement dans ces banlieues où vit une jeunesse frustrée et sans emploi que ce mouvement devrait mieux se faire comprendre et entendre. L'objectif est maintenant de multiplier les actions terroristes en ville pour provoquer une réaction militaire, déclenchant un coup d'Etat suivi d'une répression brutale.



Les gouvernements du Président Belaunde d'abord et d'Alan Garcia ensuite ont été incapables de comprendre le caractère non seulement terroriste de l'action armée déclenchée par le Sentier mais surtout social et politique de ce phénomène. Cela a naturellement conditionné la stratégie de lutte contre l'insurrection armée qui a nettement privilégié les actions militaires et répressives. Il conviendrait en revanche de reconnaître que la lutte contre l'insurrection doit être avant tout politique, qu'elle doit être axée sur la mobilisation et l'appui décidé de la population et des organisations représentatives de celle-ci, qu'elle doit compter sur un pouvoir judiciaire qui fonctionne, qu'il faut mieux former et équiper le personnel militaire et policier anti-subversif et qu'elle doit avoir lieu dans un cadre qui respecte les droits humains. Une évolution lente dans cette direction semble s'être dessinée tout récemment.

### 3.2 Impossibilité d'une délimitation géographique précise du terrorisme et de l'insurrection armée

A la lecture du paragraphe 2.1 il apparaît clairement que les zones d'action des mouvements insurrectionnels ne peuvent pas être considérées comme figées et clairement délimitables. Certes, la carte géographique en Annexe 2 donne une bonne approximation de la situation actuelle. Mais c'est un fait que celle-ci, et en particulier au niveau andin, peut évoluer considérablement et rapidement. Ainsi, le Département de Puno qui était considéré il y a quelque temps comme une région plutôt sûre, n'échappe plus à la présence, du moins dans certaines provinces, du Sentier Lumineux. Quant aux zones urbaines c'est un fait que ce mouvement s'y est implanté et qu'il cherche à y multiplier les actions terroristes.

Il s'en suit qu'il est impossible pour la coopération internationale en général et la Suisse en particulier de déterminer à l'avance des zones de travail sûres qui seraient privilégiées au détriment d'autres zones non sûres. Certes, des Départements et régions ont dû être progressivement exclus au cours des dernières années: Ayacucho, Apurimac, Huancavelica, Huancayo, les zones de production de coca, etc. Mais une sécurité absolue n'existe tout simplement pas dans les circonstances actuelles du Pérou. Cela implique un effort substantiel et continu de notre Ambassade, du Bureau de coordination à Lima et de chacun des projets pour suivre de près l'évolution de ce phénomène fort complexe et pour en tirer, souvent à très court terme, toutes les conclusions qui s'imposent. Cet effort et ce travail se font depuis plusieurs années, avec des énergies dédoublées depuis la mi-1988. Ce travail minutieux et peu spectaculaire constitue le meilleur moyen pour éviter à la DDA et à la Suisse des expériences douloureuses.

### 3.3 Mesures de sécurité pour les projets de la coopération suisse

La circulaire du Bureau de coordination à Lima (Normas de seguridad para los proyectos apoyados por la COTESU, IC y SWISSCONTACT en el Perú) en Annexe 3 illustre cette façon de travailler; elle est le résultat d'un processus de consultation et de discussion avec les coopérants et le personnel péruvien des différents projets. Notre personnel maîtrise cette situation difficile, il est conscient de son caractère dangereux et n'envisage nullement d'assumer ni des attitudes de panique généralisée, ni d'héroïsme sans issue.

## 4. ANALYSE DES PROJETS A LA LUMIERE DES PROBLEMES DE SECURITE

### 4.1 Critères d'analyse des projets: sécurité, pertinence et priorité dans contexte actuel

Les projets ont été examinés soigneusement l'un après l'autre, avec le concours des responsables expatriés et péruviens, à la lumière des critères et des considérations suivants:

#### i) Sécurité:

- les coopérants étrangers ne doivent pas prendre des risques qui auraient des conséquences personnelles dramatiques et qui entraîneraient des réactions politiques en Suisse très regrettables;
- le personnel péruvien de contrepartie ou engagé par les projets ne doit pas courir un risque supérieur au risque auquel il est "normalement" exposé dans son propre pays;
- certaines régions (Ayacucho, Huancayo, Apurimac, zones de production de coca, etc.), dont la liste doit être constamment actualisée par notre Bureau de coordination, sont exclues pour nos coopérants;
- les projets, en particulier situés dans les régions rurales andines, doivent redéfinir partiellement leurs objectifs et leurs modalités de travail en privilégiant le travail au niveau technique au détriment de l'organisation paysanne, en se concentrant plutôt sur les productions assurant l'auto-subsistance et non pas sur la commercialisation ainsi qu'en essayant de réaliser des actions à partir des villes de province en limitant au minimum indispensable les séjours en zones rurales lorsqu'ils sont possibles.

#### ii) Pertinence:

- compte tenu des aspects liés à la sécurité et au contexte global, le projet a-t-il encore des perspectives et peut-il atteindre ses objectifs avec un minimum d'efficacité économique et administrative ou des objectifs partiels ont-ils encore un sens?

## iii) Priorité:

- dans le contexte actuel du Pérou le projet garde-t-il encore la même priorité qu'il avait au moment où il avait commencé?
- en dépit de la justification intrinsèque des objectifs visés par le projet, ceux-ci sont-ils encore réalistes?

Il s'en suit donc que le critère de sécurité revêt une importance spéciale mais qu'il doit être combiné avec les deux autres critères.

#### 4.2 Décisions et recommandations pour les projets exécutés par la DDA et les projets en régie

Les projets passés en revue sont ceux qui sont les plus concernés par les problèmes de sécurité et/ou par les deux autres critères mentionnés au paragraphe 4.1. Cette revue se limite aux décisions prises ou aux recommandations, étant entendu qu'elle sera étendue dans le Review du PPP Pérou.

## i) Appui à l'élevage d'alpacas (IC):

Décisions: ne pas remplacer l'expert en commercialisation (P. Cros) et donc ne pas affecter U. Kaufmann; à la fin du contrat de travail du chef de projet expatrié (G. de Vries) examiner si son remplacement par un autre coopérant est justifié; à la fin de la phase en cours (31.12.1990) analyser à fond l'opportunité d'une poursuite du projet.  
Recommandations: redéfinir partiellement les objectifs, réduire le personnel local, abandonner du moins pour le moment les activités de commercialisation de la laine d'alpacas.

## ii) CESPAC pédagogie audiovisuelle:

Décisions: vu le manque de priorité de l'institution CESPAC et du projet pour le Ministère de l'Agriculture, ce dernier prendra fin au terme de la phase en cours (30.6.89). La mission d'évaluation actuellement en cours examinera l'opportunité d'un follow-up limité (sans coopérant en principe) à une courte période pour assurer une diffusion du matériel pédagogique produit par le projet

## iii) ARBOLANDINO (reboisement villageois) (IC):

Décisions: comme le projet travaille dans une zone estimée relativement sûre, celui-ci peut continuer ses activités. Le chef de projet (E. Chevalier) sera donc en principe remplacé par un expatrié (Carton). En revanche la deuxième coopérante, (D. Barnaud) sera remplacée par des consultants locaux.

## iv) HERRANDINA:

Décisions: les problèmes de sécurité limitent quelque peu l'impact du projet, mais ne mettent pas en question son travail conçu sur une base décentralisée depuis la ville de Cusco. Il peut donc continuer ses activités, en évitant démonstration et suivi dans certaines zones.

v) Ecole, écologie et communauté paysanne (FAO)

Décisions: compte tenu de sa stratégie de travail très décentralisée et du fait qu'il concerne un domaine d'activité (l'éducation) apparemment pas conflictuelle pour le Sentier Lumineux, le projet peut continuer ses activités. Cependant le nouveau chef de projet (à désigner incessamment par la FAO) devra suivre de près l'évolution de la situation dans les zones à risque et éviter que la naïveté de la responsable péruvienne (A. Noli) ne finisse par provoquer des événements regrettables au niveau du personnel local. Quant au personnel expatrié, les mesures de sécurité de la FAO sont particulièrement sévères.

## vi) Semences de pomme de terre (CIP):

Décisions: le projet peut continuer dans le cadre des sévères mesures prises par le CIP en vue d'éviter les risques.

## vii) Irrigation et conservation des sols Las Vertientes:

Décisions: la non affectation d'un expert étranger a été confirmée. En revanche et compte tenu aussi de la pression paysanne, le projet pourra être réalisé avec du personnel local. Cependant les objectifs devront être redéfinis d'une façon réaliste et les activités se concentrer sur la construction des canaux et la conservation des sols (en coordination avec le projet "Uso racional de laderas"), tandis que le programme de vulgarisation agricole devra être, du moins temporairement, abandonné.

## viii) Waru Waru (IC):

Décisions: ce projet pourra être réalisé à travers le concours d'ONG locales connaissant bien la réalité du Département de Puno. Aucun coopérant étranger n'est prévu. Un aspect à relever est que la réalisation des Waru Waru permettra d'intensifier la production agricole de subsistance (un objectif qui ne semble pas contradictoire avec la stratégie du Sentier Lumineux).

## ix) Formation et promotion forestière à Pucallpa (IC):

Décisions: l'affectation d'un couple de coopérants (Comino) peut avoir lieu étant donné que leur présence est indispensable au démarrage du programme agro-forestier mais leurs déplacements journaliers dans les environs de Pucallpa pourront être limités. De même le chef de projet argentin peut continuer son travail. En revanche l'affectation d'un troisième coopérant ing. forestier devant remplacer C. Matter n'aura pas lieu, tout comme les stages

de courte durée à Pucallpa d'étudiants de l'EPFZ.  
Recommandations: au cours de la phase actuellement en cours il y aura lieu de résoudre le problème lié à l'institutionnalisation du programme de formation forestière.

x) Unité modèle de gestion et production forestière à Pucallpa/Dantas (IC):

Décisions: on renonce à l'affectation prévue par IC d'un technicien forestier étant donné les problèmes de sécurité et d'isolement de Dantas. Cette unité modèle devra donc être exploitée directement sous la responsabilité de l'UNA La Molina, avec le concours temporaire de l'expert stationné à Lima (D. Marmillod).

Par ailleurs deux autres projets en cours seront terminés comme prévu à la fin des phases actuellement en cours: le cofinancement avec la BID de petites infrastructures de pêche artisanale qui s'achèvera le 31.12.89 (cf. notre telex du 14.3.89 au Bureau de coordination à Lima) et l'appui au Centre de recherches à Jenaro Herrera (IC) qui se terminera à la même date.

#### 4.3 Décisions et recommandations pour les volontaires privés et les projets d'ONG suisses

Une version très légèrement adaptée de la lettre figurant en Annexe 3 a été adressée le 13.1.1989 aux ONG suisses affectant des volontaires et/ou soutenant des activités de développement au Pérou, leur demandant de transmettre ces mesures de sécurité à leurs volontaires et de nous renseigner plus avant sur leurs programmes précis. En outre une réunion a eu lieu à Lima avec les représentants des principales organisations étrangères de volontaires (hollandaise, canadienne, allemande, belge, française) qui toutes sentent le besoin de réorienter leurs programmes, non seulement en raison des questions de sécurité, mais aussi en fonction de la paupérisation de la société et du dysfonctionnement de l'Etat.

La liste des volontaires pour lesquels la DDA verse un subside forfaitaire à leur organisation montre qu'une bonne partie d'entre eux travaille dans des zones où la sécurité peut poser des problèmes graves, notamment pour ceux de Frères sans Frontières, d'Eirene et d'Interteam. Il sera demandé à ces organisations d'affecter ailleurs les volontaires en question, sinon la DDA se verra forcée de supprimer ses subsides.

Le document sur les mesures de sécurité est également adressé à des ONG qui ne sont pas en contact direct avec la DDA, mais qui sont connues d'elle, et qui sont priées de bien vouloir les suivre.

Quant aux projets d'ONG suisses les seuls qui aient pu être discutés à fond sur place sont ceux de Swisscontact. Parmi ses projets le seul qui soit concerné par les problèmes de sécurité est celui ayant trait à la formation de personnel pour l'entretien de petites centrales hydroélectriques. Les recommandations de la mission, déjà communi-

quées à Swisscontact, sont les suivantes: ne pas effectuer de visites de personnel étranger à des centrales en zones peu sûres - ce qui réduit considérablement la portée du projet; analyser en 1989 si le projet peut éventuellement être réorienté sur la formation centralisée d'électriciens (ouvriers spécialisés) et si cela est un objectif justifié.

## 5. AVENIR DU PROGRAMME DE COOPERATION AVEC LE PEROU

### 5.1 Un horizon réaliste: 2 à 3 ans

La lecture des chapitres 2 et 3 du présent rapport est suffisamment significative sur ce point. Toute planification allant au-delà d'un horizon temporel de 2 à 3 ans relève de la pure spéculation dans les circonstances actuelles du Pérou. Il convient d'être conscients que le profil de la coopération suisse avec le Pérou devra se modifier progressivement au cours des prochaines années. Ainsi, force est de reconnaître que l'extension de la lutte armée et l'éventualité d'une offensive répressive des Forces Armées condamnent à brève ou moyenne échéance la politique de priorisation de la région andine poursuivie depuis des années. De même, les perspectives dans le deuxième secteur d'activité priorisé par le PPP (le secteur forestier) ne sont guère brillantes.

Cette problématique sera exposée dans le Review du PPP. Dans les deux brefs paragraphes suivants nous nous limitons donc à présenter quelques-unes des lignes d'action possible qui nous paraissent particulièrement importantes.

### 5.2 Actions possibles d'ici 1990

- En tout premier lieu il est urgent de participer à une action dans le domaine de l'aide humanitaire, principalement via des ONG locales et l'Eglise catholique péruvienne. La Section aide humanitaire a en principe réservé un montant de frs 2 millions pour cette action. La préparation de propositions opérationnelles et leur suivi ajoutent un volet important aux activités du Bureau de coordination.
- Ensuite il paraît justifié et prometteur, en dépit mais peut-être aussi à cause du contexte macro-économique défavorable, d'étendre l'appui au secteur de la micro- et de la petite entreprise urbaine. Swisscontact réalisera à cet effet une mission de prospection en avril 1989. De même, il existe une demande de l'ONG péruvienne ACUDE pour le financement d'un programme de crédit qui pourrait être du moins partiellement complémentaire de celui de Swisscontact.
- Enfin il semble raisonnable et logique de financer une étude sur la réhabilitation d'une centrale hydroélectrique équipée avec du matériel suisse. La question de la sécurité du personnel devra particulièrement retenir l'attention. Certes, reste ouvert le problème du finan-

cement ultérieur des travaux de réhabilitation. Mais cette question ne pourra être abordée que dans le cadre d'un programme sectoriel hydroélectrique qui, compte tenu des graves problèmes affectant ce secteur, devra tôt ou tard être affronté par le gouvernement péruvien.

### 5.3 Préparation de l'avenir

- Participation concertée au niveau international à un Programme d'ajustement structurel via le cofinancement d'un Programme social d'urgence du type FSE Bolivie privilégiant la création d'emplois et de revenus (DDA) et une aide à la balance des paiements (OFAEE). Possibilités d'actions et d'études en vue de préparer une telle participation: financer un voyage d'études en Bolivie de 5 ou 6 spécialistes des équipes techniques des principaux partis politiques péruviens pour qu'ils connaissent l'expérience du FSE; confier une étude à "l'Instituto Libertad y Democracia" de H. De Soto sur les aspects législatifs et de droit administratif à considérer pour faire en sorte que le programme d'ajustement du prochain Gouvernement prenne en considération et ait une incidence sur l'économie informelle; etc.
- Appui accru et concerté au secteur informel urbain et à la petite entreprise: on sait que si les circonstances devaient évoluer FUNDES-CH serait intéressée à travailler au Pérou. De même, le Programme des Petits Projets de la BID, cofinancé par la DDA, pourrait offrir une excellente possibilité d'étendre les activités dans ce secteur.
- Formation professionnelle pour l'industrie via Swisscontact. C'est un fait que l'avantage comparatif de la Suisse dans ce secteur d'activité a quelque peu été oublié au cours des dernières années. Et pourtant une bonne formation professionnelle est une base fondamentale pour tout développement industriel futur.

### 5.4 Implications au niveau du Bureau de coordination de Lima

Le volume actuel de travail occupe complètement le coordinateur et son assistant. Viendront s'y ajouter les tâches suivantes:

- a) plus de projets sans coopérant, qui seront réalisés par nos partenaires péruviens appuyés au besoin par des consultants locaux engagés par le Buco, laissant néanmoins au Buco des tâches de suivi importantes;
- b) un volet d'aide humanitaire/alimentaire qui demandera un solide travail de conception et d'organisation (choix des ONG partenaires et sélection de leurs activités, Food for work dans les projets qui s'y prêtent); ce volet ne sera pas forcément permanent, mais durera au moins trois ans, soit le temps d'une affectation;

- c) une analyse de la situation macro-économique et macro-sociale, du fonctionnement des institutions, etc., qui devrait nous mettre en mesure, le moment venu, de participer au dialogue sur la relance économique et de déterminer quelle pourrait être notre contribution.

Le recours à des personnalités locales pour des mandats précis et l'engagement de collaborateurs locaux pour assurer un suivi opérationnel et administratif peut apporter une solution partielle. Toutefois l'engagement d'un 3ème collaborateur pour le Buco est indispensable, qu'il s'agisse d'un 2ème assistant ou d'un coopérant affecté au Buco (professional officer).

L'assistant prévu pour remplacer P. Meyer n'étant plus disponible, nous devons recruter dans les délais les plus rapides possibles deux personnes. Leur profil dépend en partie de la répartition du travail au sein du Buco. En principe il faudrait une personne ayant au moins des connaissances de base en économie et une ayant le sens des relations avec les ONG et de l'organisation. Il faut prendre en compte qu'un assistant gère le Buco pendant quelques mois par an (vacances, voyages de service du coordinateur).

## 6. CONCLUSIONS

Malgré le caractère quelque peu pessimiste des chapitres 2 et 3 du présent rapport, nous sommes d'avis qu'une continuation et, si possible, un renforcement de la coopération avec le Pérou se justifient pleinement. En dépit d'un contexte difficile, les projets financés par la Suisse sont parvenus à enregistrer des résultats appréciables. Nous avons l'espoir que les choses évolueront plutôt positivement en 1990 et qu'à ce moment-là un effort coordonné de la coopération internationale sera indispensable. Il convient de nous y préparer.

Nous aimerions enfin remercier tout spécialement l'Ambassadeur Fonjallaz, MM. Guye, De Cerjat et Meier de l'excellente organisation de notre mission. Ces remerciements s'étendent aux experts et à leurs partenaires, ainsi qu'à toutes les nombreuses personnes que nous avons pu rencontrer à Lima et avec qui nous avons eu des dialogues intéressants et enrichissants.

Henri-Philippe Cart

Pietro Veglio